



# Un Développement Écologiquement Soutenable Serait-il Impossible? Será Impossível um Desenvolvimento Ecologicamente Viável?

ALAIN LIPIETZ

## Un développement écologiquement soutenable serait-il impossible?

Est-ce qu'il est possible de faire un développement soutenable? D'abord il faut s'entendre sur ce qu'est un *développement soutenable*. Vous savez que le mot *développement soutenable* a été inventé par la Commission Brundtland parce que le terme antérieurement utilisé, par exemple à la Conférence de Stockholm, il y a 20 ans, était *écodéveloppement*. Comme le mot *écodéveloppement* semblait trop radical pour la délégation des Etats Unis, on a adopté le terme *développement soutenable*. Il y a peut-être des différences. Je ne vais pas rentrer dans l'archéologie des mots.

Je crois que, dans tous les cas, ce qu'on visait, c'était un modèle de développement qui serait conforme à un ensemble de valeurs éthiques qui ont été proposées notamment par les écologistes.

Alors, il faut insister sur deux choses: tout d'abord les écologistes ne s'occupent pas que de "l'environnement". L'écologie n'est pas l'environnement. L'écologie est un point de vue global qui considère trois aspects en même temps: l'espèce humaine, son activité, et l'environnement qui est à la fois un produit de cette activité et la condition de cette activité.

Si vous vous intéressez au castor, par exemple, comme écologiste des castors, vous ne réduirez pas l'écologie du castor à l'effet de la construction des barrages des castors sur les forêts ou sur les rivières. Vous vous intéresserez à la vie sexuelle des castors, à la construction des barrages, à la façon dans le castor vit dans les barrages, etc.



Pour l'écologie humaine c'est pareil. L'écologie s'occupe de l'ensemble des activités humaines sous l'angle du rapport entre ces activités et leur environnement.

Mais l'écologie politique c'est un peu plus que cela: c'est une façon de vouloir promouvoir une certaine réalité dans ce rapport entre l'espèce, l'activité et l'environnement, conforme à un certain système de valeurs. De ce point de vue, on peut considérer que l'écologie prend la suite des mouvements émancipateurs de l'humanité. De la même façon que la démocratie avait succédé au libéralisme, de la même façon que le socialisme a succédé à la démocratie, de la même façon l'écologie apparaît comme un ensemble de valeurs englobant les anciennes valeurs émancipatrices.

Si vous voulez, on peut dire que c'est une exaspération de l'idéal de citoyeneté – *liberté, égalité, fraternité*. Seulement, ces valeurs sont requalifiées par l'expérience historique, par l'échec des révolutions bourgeoises, par l'échec des révolutions socialistes et par la prise en compte du caractère limité de notre planète.

A ce moment-là, la *liberté* ne devient pas seulement la liberté d'entreprendre, mais la volonté de voir le bout de ses propres actes – ce qu'on l'appelle *l'autonomie*. La *fraternité* devient non seulement un certain souci pour la permanence de l'alliance sociale entre les individus, mais plus précisément une volonté de ne laisser personne sur le bas-côté de la route du progrès: la *solidarité*.

Quant à *l'égalité*, elle s'étend de façon vertigineuse, puisqu'à la vieille "égalité des droits", qui a successivement fait entrer les esclaves, puis les prolétaires, puis les femmes dans le corps de ceux qui ont une égalité de droits, l'écologie rajoute la prise en compte des droits des générations futures et des autres espèces sur la planète: la *responsabilité*.

Autrement dit, la devise "*liberté, égalité et fraternité*" devient quelque chose comme "*autonomie, solidarité et responsabilité*" – responsabilité à l'égard des autres espèces, à l'égard des générations futures.

Alors, est-ce qu'il est possible de concevoir un modèle de développement de ce type, répondant à ces trois valeurs?

En fait, il y a bien des nuances dans l'écologie. Pour ma part, j'appartiendrais à une école, disons, réformiste/radicale. Je ne

crois plus qu'il sera possible de sortir du capitalisme d'un seul coup pour construire un autre mode de production, comme les hébreux sont sortis de Babylone pour construire la Nouvelle Jérusalem. Je crois que cette idéologie de la rupture, cette idéologie de la Nouvelle Jérusalem, elle est très belle idéologiquement, mais elle n'a jamais marché dans l'histoire.

Tous ceux qui ont essayé de faire cela, qui ont cru qu'on pouvait sortir du capitalisme par la grande porte de la révolution pour construire un autre modèle de production, ceux-là se sont aperçus, très rapidement d'ailleurs pour les plus lucides d'entre eux, qu'ils ne faisaient que reconstruire à l'extérieur quelque chose de pas très différent de la Babylone qu'ils avaient quittée. Lénine disait: "Le cadre du capitalisme, on ne peut pas le clouer dans un cerceau et le jeter à la mer; il est là, parmi nous, il se décompose, il nous contamine".

Je crois que, si on regarde bien d'un point de vue historique, le capitalisme, disons de 1970 dans les pays les plus développés, il était beaucoup plus loin du capitalisme de 1848 que l'idée que Marx et Hengel se faisaient du communisme en 1848. Si vous relisez le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848, vous verrez que les espérances de transformation sociale qu'il y a dans ce livre sont inférieures à la quantité de transformations sociales qui ont lieu entre 1848 et 1970.

A l'inverse, si vous regardez la facilité avec laquelle un pays comme la Chine peut actuellement sans transition rétablir un capitalisme parmi les plus compétitifs et les plus proches de celui du dix-neuf siècle, vous vous rendez compte à quel point peu de choses avaient finalement changé après la révolution de 1949 en Chine.

Donc, il ne faut pas avoir un point de vue de construire un modèle de développement soutenable en sortant d'abord du capitalisme; il faut se poser la question d'une inflexion *dans* le capitalisme, de nouveaux modèles de développement qui, dans un premier temps, ne rompent pas de façon définitive avec les rapports sociaux capitalistes, mais on va essayer d'intégrer des valeurs telles que: *autonomie, solidarité et responsabilité écologique*.

Je le dis d'autant plus fermement que, contrairement à l'idéal socialiste, nous ne croyons plus qu'il existerait quelque

chose, comme une roue de l'histoire, un développement des forces productives, qui nous amènerait mécaniquement par le simple progrès de la science et de la technique, qu'il faudrait un peu aider, de temps en temps, par une révolution politique, sur la route du progrès humain.

Nous savons aujourd'hui que le développement des forces productives produit aussi bien Auschwitz ou Hiroshima. Nous savons aussi bien, nous savons très bien maintenant, que le développement des forces productives est en train de déchirer la couche d'ozone, est en train de faire dériver l'effet de serre, est en train de réduire la biodiversité, est donc en train de menacer, au terme d'une ou deux générations, les possibilités même du développement de notre civilisation sur la terre.

Nous n'avons plus un point de vue téléologique sur l'histoire, nous savons très bien qu'à chaque moment on peut bifurquer vers des régressions épouvantables.

Nous savons aussi (je le dis du point de vue des résultats, mais je pourrais aussi le dire du point de vue du processus) que les politiques faisant table rase déstabilisent la possibilité même de construire quelque chose de sain, de durable. C'est donc l'invention, pour le moment, d'un nouveau modèle de capitalisme que nous avons à considérer, et non pas d'un nouveau mode de production, de nouvelles relations sociales radicalement différentes.

Nous avons à *introduire* de nouvelles relations sociales; nous ne pouvons pas, par un coup de baguette magique, nous débarrasser des anciennes. Et cela nous devons le faire pendant cette génération, pendant les vingt cinq ans qui viennent.

Vous savez, par exemple, que la conférence de Rio s'est conclue par un accord pour revenir à l'an 2.000 au niveau de production de gaz carbonique de 1990. Le but étant, pour les pays européens, de diviser par quatre, d'ici 2030, leur production de gaz carbonique et d'autres gaz à effet de serre. Nous avons maintenant des échéances extrêmement brûlantes et nous ne pouvons plus nous en tirer en disant: "pour l'instant, on attend; après la révolution, on verra".

Cette politique reformiste radicale, quand peut-on la concevoir ?

Pour préciser ce point, il faut d'abord partir de nos valeurs, mais il faut partir aussi des réalités qui semblent se dessiner sur la planète.

Actuellement, le capitalisme est en crise, pas une petite crise, une grande crise qui dure depuis vingt ans. Une grande crise, c'est la fin d'un modèle de développement (le capitalisme a connu plusieurs modèles de développement dans son histoire). Ce qui est en crise c'est le modèle de développement dominant de l'après-guerre (que les économistes ont appelé fordiste), et qui reposait en gros sur trois piliers. *Premièrement*, une certaine façon d'organiser le progrès, des forces productives qui étaient elles-mêmes fondées sur une séparation, (répondant aux principes de Taylor) "entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent". *Deuxièmement*, une certaine option sur ce qui devait être le moteur de la croissance économique, et qui, en l'occurrence, était la croissance des marchés intérieurs nationaux, tirée elle-même par la croissance de la consommation populaire et notamment de la consommation des salariés; *Le troisième pilier*, c'était un ensemble d'institutions qui organisait cette croissance du revenu populaire, dans une sorte de bipôle entre le capital et les syndicats, arbitré par l'Etat, avec des compromis institutionnalisés de façon très centralisée et qui comprenaient les conventions (la législation sociale, l'Etat Providence).

Aujourd'hui, ce modèle est en crise et est en crise de deux façons, de deux côtés. D'une part, la méthode organisation du travail - cette façon de distinguer divises de façon radicale entre ceux qui conçoivent les plans, les machines, la technique et ceux qui exécutent, sans qualification - cette forme d'organisation du travail apparaît de plus en plus inefficace. Les ingénieurs conçoivent des machines de plus en plus coûteuses et les travailleurs déqualifiés ont de plus en plus de mal à utiliser efficacement ces machines. Et puis, de l'autre côté, les méthodes du compromis institutionnalisé au niveau national - Etat Providence, conventions collectives - qui permettaient d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés au fur et à mesure qu'augmentait la productivité, de façon à empêcher la croissance du

chômage: tout cela allait très bien quand les économies étaient relativement autonomes. Aujourd'hui, avec l'internationalisation des processus productifs et des marchés, cela devient tout à fait impossible.

On peut dire que les années 1978-1979 marquent la fin de ce grand compromis qui avait eu de bons résultats du point de vue social mais qui avait été catastrophique du point de vue de la responsabilité écologique. La croissance de la consommation matérielle des glorieuses années de la croissance d'après guerre - les années cinquante, les années soixante, même les années soixante-dix - cette croissance du produit matériel, c'est celle-là que nous payons aujourd'hui avec la crise écologique globale.

Les chlorofluorocarbures qui sont en train de détruire la couche d'ozone au-dessus l'Antarctique, ces molécules mettent vingt ans à parcourir le chemin qui les mènent depuis nos pays du Nord vers le vortex de l'Antarctique. Autrement dit, malgré les conventions qui viennent de les interdire, pendant encore vingt ans, elles vont continuer à s'acheminer vers l'Antarctique et même vers l'Arctique. L'effet de serre, que nous produisons actuellement, et qui commence maintenant à être sensible, il est évident qu'il prendrait un essor épouvantable s'il fallait généraliser à l'ensemble du tiers monde le modèle du développement que nous avons connu dans les années cinquante et soixante en Europe.

Donc, il est impossible de revenir à ces modèles à la fois à cause de la crise du côté de l'organisation du travail, à cause de la crise des formes nationales de régulation dans un contexte de mondialisation, et à cause des contraintes strictement environnementales qui pèsent maintenant sur nous tous.

Alors, que faire ?

La première réponse, qui s'est développée à partir des années soixante-dix, en fait à partir de la fin des années soixante-dix, en Grande-Bretagne puis aux États Unis, a été la réponse que j'appelle *libérale productiviste*. C'est-à-dire: on continue les méthodes tayloristes, mais on supprime les compromis sociaux; on continue à organiser le travail avec d'une part ceux qui pensent, d'autre part ceux qui exécutent, mais on supprime les accords capital/travail qui avaient permis la croissance du pouvoir d'achat des masses populaires et en

particulier des salariés. Ce modèle, qui s'est appelé *la flexibilisation*, a été poussé au maximum en Angleterre, puis aux États Unis, dans les années quatre-vingt; on a cru au milieu des années quatre-vingt que ce serait le modèle qui succéderait au fordisme. En effet, ce modèle a, peu à peu, conquis la plus grande partie du monde. Pratiquement, tous les pays à substitution d'importation de l'Amérique Latine s'y sont ralliés. Les pays de l'est, après l'effondrement du capitalisme d'État, après le "socialisme", se sont en fait ralliés à ce modèle. L'idée est qu'en diminuant le pouvoir d'achat des salariés, en supprimant l'État providence, on pourrait augmenter la rentabilité des investissements sans changer l'organisation du travail et on pourrait améliorer la compétitivité de chaque pays sur le marché mondial.

Mais vous voyez tout de suite que ce modèle, qui a semblé triompher dans les années quatre-vingt jusqu'au krach de 1987, souffre de trois faiblesses. Premièrement, il ne remet absolument pas en cause la crise de l'organisation du travail taylorienne - il ne fait que l'entériner en disant: c'est comme ça, aujourd'hui des machines de plus en plus chères engendrent de moins en moins de gains de productivité.

Deuxièmement, du côté de la régulation de la demande sociale, il se contente de dire: "on ne s'en occupe plus; on va conquérir les marchés des autres". Mais, évidemment, comme les autres en font autant, ce modèle aboutit à une guerre de tous contre tous, où seule une petite partie de la population voit son pouvoir d'achat augmenter; mais il faut que les travailleurs voient en permanence leur pouvoir d'achat baisser de façon à faire concurrence à des pays qui eux-mêmes essayent de faire la même chose. Si on compte que l'industrialisation progressive du tiers monde amène sur le marché des pays où les salaires sont de plus en plus bas, il est évident que les pays qui jouent cette carte, comme l'Angleterre, comme les États Unis qui essayent de se "brésilianiser" (faire concurrence au Brésil à coût de bas salaires), rencontreront la concurrence des pays d'Asie, de la première génération de nouveaux pays industrialisés - Corée, Taiwan, qui eux-mêmes sont aujourd'hui en concurrence avec la deuxième génération - Philippines, qui eux-mêmes sont en concurrence avec la troisième génération - Chine et Viêtman, etc., etc. Il n'y a aucune

limite à cette guerre de tous contre tous et le résultat global est le retour au dix-neuf siècle

Troisièmement, ce modèle, dans la mesure où il n'existe plus de règles et où il n'y a plus d'accords entre les citoyens sur ce qui est convenable de faire et ce qui n'est pas convenable, ne peut qu'ignorer les exigences de la responsabilité écologique. Et de fait nous n'avons plus les avantages sociaux du fordisme, mais nous avons tous les inconvénients du point vue de l'environnement.

Fort heureusement, ce modèle n'est pas nécessairement le seul modèle capitaliste possible. Aujourd'hui, les pays qui gagnent, et plus précisément les régions qui gagnent, sont les régions où ce modèle a été repoussé à la fois par les traditions locales, par la résistance syndicale, par la résistance écologique, par la résistance des femmes et par le bon sens d'une partie importante du patronat. Je fais allusion à la Scandinavie, à l'Arc alpin y compris l'Italie du Nord et l'Allemagne du Sud et à la partie exportatrice, disons, du Japon, et même de plus en plus la partie la plus avancée de la Corée du Sud.

Ceux-là ont compris qu'il fallait attaquer le mal à la racine. Certes, la question de l'internationalisation ne peut pas être résolue à l'échelle d'une région ou d'un pays, par définition. En revanche, la crise de l'organisation du travail, elle, peut être attaquée, elle peut être résolue par une *mobilisation* de l'intelligence, de la capacité de diagnostiquer, de l'imagination des travailleurs eux-mêmes, dans une mobilisation pour la qualité et pour la productivité. Mais, évidemment, cette révolution anti-taylorienne implique des compromis entre capital et salariés - compromis en termes de stabilité de l'emploi, stabilité de revenu, perspectives de progression sociale, etc., etc.

Je ne veux pas ici insister sur ce qui a permis à l'Allemagne et au Japon de battre économiquement les États Unis, de périphériser les États Unis (ce n'est pas l'objet de cette discussion), ce que je voudrais dire simplement c'est que, en tant qu'écologiste, en tant qu'économiste, faisant référence aux valeurs de l'écologie, j'observe tout simplement que la voie de la flexibilisation, de la destruction de tous les anciens compromis, n'est pas la seule possible, n'est pas la seule compétitive. Et c'est très important, parce que cela veut dire que les valeurs de l'écologie peuvent être développées aujourd'hui et

éventuellement battre les valeurs du libéral productivisme - la guerre de tous contre tous; qu'il n'est pas nécessaire, pour s'engager dans cette voie, de faire une révolution que nous ne savons pas faire. Toutefois, il faut faire de très très profondes réformes.

À partir du moment où nous savons que nos réformes profondes de l'organisation du travail permettent de rester compétitif sur le marché mondial, à ce moment-là, un espace apparaît pour une politique économique/écologique, à l'intérieur même du capitalisme. Je crois qu'il faut s'appuyer dessus.

D'abord et avant tout, soutenir une ligne de révolution anti-taylorienne dans l'organisation du travail. Pour beaucoup de syndicalistes en Europe c'est une révolution (pas dans tous les pays, mais dans beaucoup de pays c'est une révolution). C'est une révolution culturelle car le syndicalisme avait accepté, dans les années cinquante, soixante, de considérer que l'organisation du travail était l'affaire des employeurs et que le syndicat ne devait lutter que pour les rémunérations. Il est évident que si le mouvement ouvrier, plus généralement le mouvement des salariés, dans les usines, dans les bureaux, dans les administrations, s'empare de la question de la qualité, s'empare de la question de la productivité, il devra négocier des contreparties de la part des employeurs; et il importe qu'une telle expérience ne soit pas immédiatement balayée par la concurrence internationale. C'est au moins l'expérience, la leçon, que nous a donnée la révolution antitaylorienne est conforme aux valeurs de l'écologie et en particulier de l'autonomie.

L'aspiration à reprendre plus de responsabilité dans son propre travail est une très vieille aspiration du mouvement ouvrier depuis ses origines; c'est aussi une aspiration qui a été retrouvée dans les années soixante sous le nom d'autogestion - c'est une des valeurs de l'écologie. Mais, évidemment, c'est sur la question: "qu'est-ce que les salariés en attendraient en contrepartie", que les divergences vont s'imposer.

Je ne pense pas que le Japon soit une société qui soit un bon exemple d'écologie même si, par comparaison aux États Unis il représente un considérable progrès. Je ne pense pas que la Scandinavie,

malgré les succès de la Norvège, soit satisfaisant pour un écologiste. Je pense que effectivement la Norvège et le gouvernement de la Madame Brundtland représentent probablement un des gouvernements les plus écologistes du monde, mais c'est encore très loin des exigences des écologistes.

Ce qui est vrai c'est qu'à partir du moment où il y a mobilisation des travailleurs dans ce qu'ils produisent et la façon dont ils produisent, il va y avoir négociation.

Contrairement au taylorisme, où le capital ne dépend pas de l'intelligence ouvrière ou de l'intelligence des salariés, un tel modèle d'organisation du travail implique nécessairement une négociation à l'échelle de l'entreprise, de la branche et du pays (peut-être même du continent pour la Communauté Européenne).

Sur quoi vont porter les négociations? Essentiellement, d'abord, sur la législation sociale, mais aussi sur la répartition des fruits de la croissance. Et c'est là que l'écologie a quelque chose à dire; par opposé au Japon, par exemple.

Alors que la tendance spontanée du mouvement ouvrier, marqué par l'héritage fordiste, consisterait à dire: "Bien, la contrepartie doit être une augmentation de salaire égale à l'augmentation de la productivité" les écologistes disent: "Non! La contrepartie principale doit être une croissance du temps libre; une croissance du temps libre, parce que la croissance du temps libre est la garantie de la croissance de l'autonomie individuelle; une croissance du temps libre, parce que la réduction du temps de travail est la seule façon vraiment efficace de lutter contre le chômage; une croissance du temps libre, parce que l'autre solution contre le chômage qui serait la croissance massiver, de la consommation populaire" serait insoutenable à terme.

La solution fordiste est devenue impossible compte tenu des contraintes de l'écologie globale qui pèsent sur notre planète. Si nous voulons en outre être solidaires du tiers monde, c'est-à-dire laisser les travailleurs du tiers monde atteindre le même niveau de confort que nous (je dis de confort, pas de "pouvoir d'achat"), il faut que la croissance dans les pays développés se mesure en croissance du temps libéré.

Il y a quelques années, un de mes amis était allé interviewer

le responsable de la lutte contre la crise atmosphérique de Los Angeles (vous savez que Los Angeles souffre d'un effet de serre microlocal à niveau de pollution absolument épouvantable, à cause de ses choix en matière de transports, et il y a maintenant tout un plan pour rendre à nouveau l'atmosphère de Los Angeles respirable). Et mon ami demandait à ce responsable: "quelle serait pour vous la plus grande catastrophe écologique imaginable?" Le responsable de Los Angeles avait répondu: "que tous les Chinois s'achètent une voiture mais simplement une petite moto c'est une catastrophe écologique globale.

Toute la question est de savoir si notre solution à la crise écologique globale consiste à interdire au tiers monde d'accéder à ce dont nous bénéficions ou si notre solution consiste à dire: "tout le monde doit arriver à peu près au même niveau de confort, et donc nous-mêmes devons renoncer à certains excès de pollution pour que le tiers monde puisse avoir accès à un certain développement industriel, sans compromettre la possibilité pour les générations futures du Nord ou du Sud de respirer."

Donc pour les pays capitalistes développés, comme d'ailleurs pour les pays du Sud et pour d'autres raisons, la conquête du temps libre sera probablement à l'avenir le critère essentiel, l'instrument de mesure, l'échelle de mesure, du développement soutenable.

Comment peut-on y arriver? D'abord non pas par plus de flexibilité mais par plus de contrats. Nous avons besoin de plus de conventions collectives; nous avons besoin de plus de législation sociale; nous avons donc besoin de pacifier la concurrence de tous contre tous, engendrée par le libéral productivisme et la forme qui a été donnée à la construction européenne depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire l'Acte Unique et le traité de Maastricht.

Ces deux accords, qui sentent quelque sorte des réformes constitutionnelles à l'intérieur de l'Union Européenne, ont été présentés, surtout pour les nouveaux venus, comme la condition de la construction européenne.

Pour nous autres Français qui avons participé à toutes les formes de construction de l'Europe depuis l'aventure de la Commission

Européenne pour le Charbon et l'Acier, la tentative de construction d'une Communauté Européenne de Défense puis le Marché Commun, etc., ce n'est jamais qu'une réforme parmi d'autres. Mais ces deux réformes - l'Acte Unique et le Traité de Maastricht, avaient quelque chose de différent des précédentes. Les précédents accords étaient des accords qui accompagnaient toujours l'unification du marché par une unification des règles, des règles sociales notamment. Quand on a unifié le marché commun agricole, on a unifié le système des prix à l'échelle de l'Europe; on a mis en place une véritable sécurité sociale européenne à destination des paysans, des systèmes de stabilisation des cours agricoles (pas très bonne d'ailleurs; je la critique, mais en tout cas l'idée était celle-là).

Pour la première fois avec l'Acte Unique, pour la seconde fois avec le traité de Maastricht on a accéléré l'unification des marchés, notamment des marchés des capitaux, sans avancer d'un pas dans l'unification des règles sociales et des règles de protection de l'environnement. On a déchainé à travers l'Europe le dumping social, le dumping écologique et le dumping fiscal. Le résultat est que, pratiquement, on ne peut plus imposer autre chose que le travail, il devient très difficile voire impossible de faire passer des législations contre l'effet de serre, par exemple telles que les écotaxes; et il y a une tendance extrêmement rapide à l'intérieur de l'Europe à accélérer la destruction des acquis sociaux par crainte de la concurrence que ferait l'Europe du Sud et notamment la Péninsule Ibérique, l'Irlande et la Grande Bretagne.

Si donc nous voulons aller vers un nouveau compromis social fondé sur la mobilisation négociée de la ressource humaine, il faut passer des accords à une échelle suffisante, au moins continentale, pour aller vers une unification de la législation sociale. En ce qui concerne la réduction de la durée du travail, c'est pratiquement nécessaire - pas tout à fait nécessaire, mais pratiquement nécessaire.

En ce qui concerne les rapports avec le tiers monde, il est évident qu'il faudra là aussi aller vers des règles sociales sur le libre échange, des règles écologiques sur le libre échange.

L'affaire de la banane par exemple (pour ceux qui ont pu suivre cette histoire), montre très bien l'impossibilité d'une libre

circulation des marchandises quand on veut protéger les conditions sociales de production d'un produit à l'intérieur du Marché Commun, puisqu'il y a quelques pays du Marché Commun qui produisent des bananes. Il a fallu construire un mur autour de toute la zone Europe/Afrique/Caraïbes/Pacifique de façon à protéger la stabilisation du cours des bananes et la protéger contre les conditions atroces de surexploitation dans les champs de bananes en Amérique Continentale...

Donc tout nouvel accord passe par des règles du jeu. Des règles du jeu qui impliquent soit une unification continentale protégée contre le reste du monde, soit le cas échéant une unification à l'échelle mondiale, et c'est extrêmement compliqué. Je crois qu'il faut aller sur les deux voies en parallèle: unifier les règles au niveau mondial, unifier et protéger les zones où les règles sociales ou environnementales sont les plus avancées.

Du point de vue des règles environnementales maintenant. Il est bien évident que les problèmes essentiels ne sont pas tellement la lutte contre les crises écologiques locales - pollution des eaux, pollution de l'atmosphère locale. Ça nous savons un peu le traiter; on peut dire que le syndicalisme et les ancêtres des écologistes tels les médecins hygiénistes, dès le XIX siècle, se sont posés la question: comment lutter contre les crises écologiques locales? Les premières luttes du mouvement ouvrier contre le travail des enfants, pour l'assainissement des quartiers ouvriers, pour l'assainissement des eaux, pour la lutte contre les maladies infectieuses, étaient des luttes écologiques correspondant à la première révolution industrielle. Si vous allez aujourd'hui dans le tiers monde, vous trouvez au Pérou, au Brésil, ou ailleurs, des maires qui se proclament écologistes; très souvent, vous vous apercevez que ce sont des médecins soutenus par des syndicalistes, exactement comme étaient les hygiénistes du XIX siècle.

Dans les crises écologiques locales, nous savons quoi faire, nous avons l'expérience, ce n'est plus qu'une question de volonté politique. Là où nous entrons dans l'absolument nouveau, ce sont les crises écologiques de deuxième génération qui sont les crises écologiques globales - des crises dont la cause est diffuse dans toutes les sociétés, sur tous les continents, et qui ont des conséquences sur

Bangladesh, a été de dire: "notre pays n'a pas d'avenir à cause de ce que vous êtes en train de faire au Nord; nous vous demandons de changer votre modèle de développement". On aurait pu s'attendre à une confrontation Nord-Sud de ce type, mais ce fut beaucoup puis compliqué. Car nous avons assisté à une coalition entre tous les pays à gouvernements dictatoriaux et productivistes du Sud avec les Etats Unis pour ne rien faire, continuer comme avant. On a vu fleurir des Saddam Hussein de l'environnement, comme le dictateur de Malaisie qui ont déclaré tranquillement: "les droits de l'homme, la liberté de la presse, la démocratie, la défense de l'environnement sont des bâtons que les pays du Nord veulent mettre dans les roues de leurs futurs concurrents"; autrement dit: les pays du Nord ont eu droit à cent cinquante ans de développement sans se préoccuper de l'environnement, nous avons droit à cent cinquante ans de développement sans nous préoccuper de l'environnement.

Face à ce genre de position, il est évident que les écologistes et notamment les organisations non gouvernementales du Nord et du Sud devaient inventer de nouveaux modèles de régulation pour essayer de permettre une croissance industrielle soutenable du sud, qui ne compromette pas l'environnement de l'ensemble de la planète, mais qui impose au Nord de faire encore plus d'effort mais sans compromettre le développement du Sud, ni pour notre génération ni les générations ultérieures. C'est peut-être de cette problématique-là, en termes de crise écologique globale, qu'est né le vocable de "développement soutenable" - soutenable à la fois pour notre génération et pour les générations ultérieures.

Alors, je ne détaillerai pas les astuces que les économistes écologistes ont inventées, au Nord et au Sud, et en particulier les Indiens, pour trouver des solutions, en termes de marché de quotas, en termes d'écotaxes.

L'idée est toujours la suivante: ce n'est pas l'environnement qui coûte quelque chose - l'environnement est gratuit. C'est un certain modèle de développement qui, en détruisant l'environnement, coûte quelque chose à la génération future. Donc il est essentiel de faire payer à la génération présente le coût qu'elle reporte sur la génération future. On peut faire ça en instituant un marché du droit à

tous les continents et dans toutes les sociétés, même si ces sociétés-là ne sont pas la cause de la crise.

Les plus importantes ont été abordées un peu avant la conférence de Rio - c'est l'affaire de la couche d'ozone qui a été réglée en catastrophe parce que par chance les premières victimes du trou dans la couche d'ozone étaient des blancs occidentaux mais qui habitaient tout à fait au Sud, en Australie et en Nouvelle Zélande. Heureusement, c'étaient des "blancs développés"! Donc ils commentaient à dire: "mais attention, nous ne sommes plus protégés des rayons ultraviolets...". Immédiatement ils ont eu les moyens d'imposer aux autres des mesures contre les gaz provoquant la destruction de la couche d'ozone protectrice. Evidemment, cet accord a été passé entre les pays capitalistes développés. Et les pays productivistes du Sud ont commencé à pousser des hurlements, en disant: "mais nous avons le droit, nous aussi, à produire de l'industrie du froid, à utiliser des fréons, des chlorofluorocarbures". Et donc il fallut négocier avec le Sud.

A la conférence de Rio, on a vu le même scénario se reproduire avec deux autres crises globales, l'une un peu plus compliquée qui est la crise dite d'érosion de la biodiversité (que je n'ai pas le temps d'expliquer) et la crise de l'effet de serre. Sur la crise de l'effet de serre, il y a désaccord entre les savants - les uns disent que, dans quarante ans, nous aurons une croissance de la température d'un degré et demi, d'autres, de quatre degrés. Pour les géopoliticiens ça n'a aucune importance; de toute façon, même si ce n'est qu'un degré et demi dans quarante ans, ça veut dire une crise démographique et écologique majeure dans la plus grande partie des pays du Sud; ça veut dire l'inondation presque totale du Bangladesh; ça veut dire des guerres probablement nucléaires entre le Bangladesh et l'Inde pour empêcher les mouvements de populations du Bangladesh; ça veut dire une crise géopolitique majeure et tout le monde doit s'en occuper.

La position des Etats Unis a consisté à dire: "dans quarante ans, nous serons tous morts (ce sont les dirigeants qui parlent, évidemment) et donc nous n'avons pas à nous en occuper - cette crise ne nous coûtera rien, elle ne touchera que les zones du Sud et nous avons les moyens de nous défendre contre les pays du Sud."

La position des pays du Sud les plus concernés, comme le



polluer, on peut faire ça en en instituant des taxes, on peut faire ça en interdisant purement et simplement certaines pollutions. Je ne veux pas faire un cours sur l'économie de l'environnement, l'avantage de taxes, des quotas ou des règlements: ça dépend des cas, il ne faut pas avoir des positions dogmatiques.

Mais ce sur quoi je voudrais insister pour conclure, c'est que, dans tous les cas, cela demande un accord politique, un accord politique transnational. Un accord politique: il peut donc se construire uniquement par la formation d'une opinion publique mondiale, et la formation d'une opinion publique mondiale c'est essentiellement l'affaire des organisations non gouvernementales aujourd'hui.

C'est pas la progression de l'esprit d'autonomie, de solidarité et de responsabilité que l'on peut espérer obtenir un développement soutenable. Si on réfléchit à ce que je disais tout à fait au début de mon exposé, que l'écologie n'est finalement que l'expérimentation de la citoyenneté, de la démocratie – la triade *liberté, égalité, fraternité* devenant une triade *autonomie, solidarité, responsabilité*, à ce moment-là, il faut se ressouvenir de ce que disait Montesquieu. Montesquieu disait que: "le principe de la démocratie c'est la vertu". C'est parce que les gens intériorisent, dans leur tête et dans leur comportement, le souci de la collectivité, que la démocratie est possible. Si on ne fait pas cela, alors on se limite au despotisme sous éclairé ou à la méthode fondée sur le sens de l'honneur de certaines élites permettant le gouvernement despotique ou aristocratique.

La démocratie est forcément liée, d'abord et avant tout au développement de ce que Montesquieu appelait vertu – ce qu'aujourd'hui, en suivant Bourdieu, j'appellerais *l'habitus démocratique et la sociabilité civique*. Le problème, c'est qu'au mieux 60 à 70% des gens deviennent vertueux. S'il doit y avoir des lois, s'il doit y avoir des accords internationaux, c'est pour les 30 ou 40% qui restent. À ce moment-là, oui, il importe de négocier, de faire des lois, de faire des règlements. Mais les lois ne sont acceptées, elles ne sont portées, que s'il y a une véritable révolution culturelle quant à nos valeurs, quant à ce que nous considérons comme étant le progrès. Voilà.

## DÉBAT

### Question

Ma question est la suivante. Vous parliez tout à l'heure de la Norvège comme un des pays les plus écologistes du monde mais pas le plus écologique. Je voudrais savoir quel est le pays le plus écologiste – peut-être la nouvelle-Finlande?

*Alain Lipietz*

Non. Je dis que la Norvège est probablement le pays le plus écologique du monde. Je ne dis pas qu'il est satisfaisant. On peut toujours critiquer, on peut toujours faire mieux. Mais, probablement, la Norvège est le pays dont le gouvernement a le plus grand souci de développer à la fois l'autonomie des citoyens, la solidarité entre eux et le respect des droits des générations futures. Le problème c'est que de "l'écologie dans un seul pays", très souvent, présume que, dans d'autres pays, seront produits des vêtements, des voitures – toutes choses que consomme la Norvège mais qu'elle ne produit pas, qui sont produits de façon ni solidaire, ni autonome, ni écologique. Donc on ne peut pas se satisfaire de ce qui est réalisé en Norvège, même si que je pense que la Norvège nous montre la voie assez souvent. J'en profite pour dire que le fait que la Norvège soit riche aide beaucoup à réaliser un programme entre sociale démocratie et l'écologie.

Cela ne veut pas dire pourtant que l'écologie n'a à la possibilité d'arriver au pouvoir que dans les pays très riches. Il y a une idée – qui s'est un peu répandue à Rio, justement sous la pression des gouvernements productivistes du tiers monde, par exemple, gouvernements brésilien, malais, chinois – que l'écologie est un "luxe des riches". Comme je le disais tout à l'heure alors, c'est complètement faux. A chaque période de développement capitaliste correspond ses exigences écologistes. Si vous regardez un pays très pauvre où la reproduction de l'humanité passe essentiellement par l'utilisation de son milieu ambiant, ce pays-là a tendance à considérer que le progrès, le développement, n'est rien d'autre que l'amélioration de son environnement.

Si vous regardez les endroits où des écologistes sont les

plus proches du pouvoir ou directement au pouvoir dans le monde, ce sont tous des pays très pauvres. Des écologistes (proclamés écologistes) en tant que tels sont au pouvoir dans des pays - Madagascar, l'Estonie - qui sont des pays plutôt pauvres, très pauvres même.

Je crois que l'idée d'une opposition entre environnement et développement n'apparaît que dans les pays moyens, dans la classe moyenne des pays moyens. C'est-là qu'on a l'impression qu'on peut améliorer sa situation contre la nature, contre l'environnement et contre les générations futures. Pour les pays très pauvres, ce n'est pas possible parce que "le développement" c'est directement améliorer son rapport à l'environnement. C'est vrai aux portes des déserts, dans le Sahel africain, c'est vrai dans les bidonvilles du Brésil. Et puis, pour les pays très riches comme la Norvège, là on est directement à la frontière où l'on se rend bien compte que, encore plus de consommation, ça veut dire vraiment la destruction de son propre environnement.

Donc aux deux extrêmes, on a la tendance à être écologiste que - c'est au milieu qu'il y a problème.

#### Question

Ma question est une sorte de provocation au départ qui m'est permise par la connaissance que j'ai depuis des années d'Alain Lipietz. Je poserais la question de cette façon: est-ce qu'il y a, dans une certaine lecture de ce que nous avons entendu par l'exposé, on pourrait dire un peu une sorte de trotskisme, nouvelle version...

*Alain Lipietz*

Maoïsme, à la limite, mais trotskisme, non!

#### Question

C'est-à-dire, on aurait une utopie marxiste, de ce côté une autre utopie, on aurait une internationale, on aurait une révolution qui aurait au départ comme condition qu'elle serait admise et consensuelle surtout dans les pays les plus riches (ça, c'est la partie "provocation", car bien sûr c'est pas ce que je voudrais dire), mais je crois qu'ici se pose le vrai problème: le problème de faire le passage entre l'analyse d'une situation et d'une problématique très importante et très actuelle et la question: comment peut-on faire l'appropriation politique de cela - la question de l'écologie politique et c'est

là que, je crois (je ne suis pas un spécialiste de la question), il y a encore beaucoup de travail à faire.

*Alain Lipietz*

Mais oui!

Tout d'abord, je voudrais dire qu'il y a plusieurs aspects dans ta question. Premièrement quel est le rapport entre l'écologie politique et la dernière vague des idéologies émancipatrices; je ne dirais pas trotskiste - plutôt maoïste. Maoïste par la critique des forces productives déjà. Je pense que les différences sont importantes, mais il y a une certaine continuité - le cas des "Grünen" en Allemagne est le plus spectaculaire; souvent, les "Grünen" sont des anciens marxistes léninistes de la période soixante-dix qui ont tourné au Vert. L'écologie partage avec le mouvement ouvrier au moins quatre choses. Premièrement c'est un matérialisme, c'est-à-dire que elle analyse la réalité telle quelle est.

Deuxièmement, c'est un historicisme. Plusieurs fois dans mon exposé introductif, j'ai laissé entendre que les vagues de conscience écologique étaient déterminées elles-mêmes par la situation concrète du développement. J'ai parlé d'une vague hygiéniste à la fin du XIX siècle en Europe, qui est en train de se diffuser dans le tiers monde; j'ai parlé des luttes écologiques de première génération comme les crises écologiques localisées, et de la conscience écologique de seconde génération, qui est contemporaine des crises écologiques globales. Donc c'est bien la conscience d'une époque, engendrée par le mouvement même de l'histoire de cette époque.

Elle partage également avec les idéologies du mouvement ouvrier, évidemment, le point de vue de la totalité, de la dialectique, de la cybernétique, des boucles rétroactives, la notion de crise, la notion de régime, la notion de régulation.

Elle partage enfin le point de vue "progressiste". Non pas l'idée que l'Histoire est orientée par un progrès, mais quand même que nous avons des critères pour savoir ce qui est mieux et ce qui est moins bien.

Evidemment, il y a des différences extrêmement profondes. Le mouvement ouvrier historiquement réalisé, qui n'est probablement pas celui qu'aurait aimé le vieux barbu Karl Marx, a été

productiviste, a été étatisé, a ignoré la question du caractère sexuel de l'humanité, a ignoré évidemment l'écologie, a ignoré la solidarité Nord-Sud dans une large mesure, etc., etc., a méprisé les paysans et ainsi de suite. L'écologie apparaît assez largement comme une révolte contre l'étatisme, le productivisme du mouvement ouvrier, d'où la violence d'ailleurs des oppositions entre les écologistes et, disons, les partis communistes classiques ou la sociale démocratie classique.

Alors, maintenant, la question de la révolution. J'ai dit en introduction qu'il n'était plus question de révolution au sens "Prise du Palais d'Hiver", au sens léniniste du terme où l'on change le pouvoir politique pour changer la société et les idées. La conception de la révolution qu'ont nécessairement les écologistes est beaucoup plus gramsciste: une guerre de tranchées et non pas une guerre de mouvement, puis qu'il s'agit de changer les idées avant de prendre le pouvoir.

Pratiquement les écologistes font leur la pensée de Gramsci: "on ne conquiert le pouvoir politique qu'une fois conquis l'hégémonie culturelle". Ce qui est instrumental chez Gramsci devient une question de fond pour les écologistes - car la conception des contradictions sociales utilisée par les écologistes est très différente de la conception des contradictions sociales chez les marxistes. Chez les marxistes, la contradiction principale est entre ceux d'en bas et ceux d'en haut. Chez les écologistes, elle est aussi chacun de nous et nous tous - le nous tous comprenant les générations futures. En ce sens, elle ressemble plus à Foucault qu'à Marx. Chacun de nous, quand il prend sa voiture, chacun de nous quand il préfère négocier une augmentation de salaire plutôt qu'une réduction de son temps de travail, chacun de nous prend parti contre l'écologie.

Evidemment, tout le monde ne porte pas les mêmes responsabilités. Nous avons eu un débat énorme à propos, par exemple, des hormones animales. Les consommateurs en France avaient lancé un mouvement contre les veaux aux hormones, contre l'utilisation des hormones pour faire croître plus vite les animaux, et les paysans ont ressenti cette attaque des mouvements de consommateurs comme une agression contre les paysans. Les écologistes politiques ont développé toute leur diplomatie et tout leur maigre talent

pédagogique pour essayer d'expliquer que les paysans ne peuvent pas être tenus pour responsables des techniques qu'ils utilisent dans l'élevage des vaches ou dans l'agriculture, étant donné qu'ils dépendent de firmes agro-alimentaires qui indiquent leurs méthodes de travail. Cela dit, c'est bien évident qu'on ne peut pas réduire le problème que posent les techniques agricoles, qui polluent les rivières, qui empoisonnent les aliments, à un simple problème dominants/dominés.

Un exemple encore plus brutal. A São Paulo, la municipalité du Parti des Travailleurs - qui a géré la ville de São Paulo pendant quatre ans - a dû protéger y compris militairement, policièrement, les réserves d'eau douce de São Paulo contre les invasions de terre, dirigées par des militants du Parti des Travailleurs qui occupaient ces terres au nom du droit au logement. Ici, c'étaient des pauvres qui, au nom du droit au logement, détruisaient le droit d'autres pauvres à boire une eau non polluée dans une période où le choléra était en train de se développer au Brésil.

On ne peut pas réduire l'écologie, les luttes d'écologie, à des contradictions purement et simplement entre ceux d'en haut et ceux d'en bas; il s'agit bien (ça existe et continuera à exister), mais la condition des succès écologistes suppose toujours une transformation de la "vertu", des habitudes, y compris chez ceux d'en bas.

Dans ces conditions, le caractère *majoritaire* des transformations sociales devient la condition *sine qua non* des révolutions sociales, à caractère écologiste. Et donc la révolution ne peut pas être simplement une prise de pouvoir, elle doit être une évolution.

Moi je suis né à la fin des années quarante. Quand j'étais enfant, ma grand mère m'apprenait à éteindre la lumière quand je quittais une pièce. Dans les années cinquante, mon père me disait: "chaque fois que tu éteins la lumière, tu abîmes l'ampoule électrique, or l'ampoule électrique coûte plus cher que le courant que tu pourrais économiser en l'éteignant. Donc il ne faut pas éteindre la lumière. Il y a des livres qui sont parus dans les années cinquante; des grands théoriciens fordisants, tayloriens - en France ils s'appelaient Louis Armand, Michel Drancour - pour nous dire: "si vous n'apprenez pas à gaspiller, vous ne pourrez pas progresser, car seule la production

de masse permet de baisser les prix des marchandises, et donc il faut apprendre à gaspiller pour consommer moins cher”.

J’ai appris à gaspiller, j’ai appris à jeter des choses qu’on aurait pu réparer, j’ai appris à ne pas éteindre la lumière, c’était pour moi un effort, puisque dans mon enfance, dans la petite enfance, j’avais appris par ma grand mère, petite bourgeoisie de province, à économiser, à faire bien attention, etc. Et maintenant que je commence à vieillir, on me demande une nouvelle révolution pour réapprendre à faire attention, à économiser, à ne pas gaspiller!

Je pense qu’une révolution que j’ai pu faire dans les premières années de ma vie, la première partie de ma vie, en vivant encore un petit peu, j’aurai le temps de la faire dans l’autre sens, dans la deuxième moitié. Et en tout cas, les enfants qui naissent aujourd’hui n’auront aucun mal à considérer que l’énergie ne doit pas être gaspillée, que l’eau ne doit pas être gaspillée, qu’on ne peut pas substituer étériellement des produits naturels pas des produits artificiels, etc., etc.

Dernier point de ta question: comment on commence dès aujourd’hui? Par le rapport de force? Par des luttes sociales? Par des luttes sur le terrain? Interrompre les autoroutes imbéciles? Nous avons pu empêcher des travaux absurdes. Nous avons pu arrêter la construction de certaines centrales nucléaires particulièrement dangereuses, mais nous n’avons pu aller très loin. Le problème des mobilisations populaires, c’est qu’elles peuvent *empêcher*, elles ne peuvent pas créer, sauf à niveau microlocal, ce qui est déjà beaucoup. Des petites expériences alternatives peuvent être menées localement, ou dans des réseaux d’importance plus grande. Mais si on veut vraiment réorienter la civilisation, à ce moment-là il faut que les évolutions culturelles se traduisent par des évolutions politiques.

J’ai une expérience. En 92, il y a eu la conférence de Rio qui a donc décidé qu’on allait revenir, en l’an 2000, au niveau de gaz carbonique de 1990 avec la perspective de diviser encore cette quantité par quatre d’ici 2040.

Naturellement, au niveau politique en France nous n’avons pas le pouvoir, aucun pouvoir, parce qu’en France il y a le scrutin majoritaire pour les élections législatives – donc nous ne pouvons pas avoir de députés. En Allemagne, où il y a des élections propor-

tionnelles, les Verts allemands sont correctement représentés et pèsent sur le gouvernement allemand, même de droite, et arrivent à lui imposer des mesures de protection de l’environnement, y compris contre l’effet de serre. En France, en revanche, en 1992, il y a eu des élections régionales, et j’ai été élu au Conseil Régional d’Ile de France, parce qu’il y a des élections proportionnelles. Nous étions 18% d’écologistes dans ce Conseil, nous avions une minorité de blocage – aucun budget ne peut être voté sans nous. Et, en deux ans, nous avons inversé le budget de transports dans la mégapole d’Ile de France. Il y avait avant deux tiers pour la voiture, un tiers pour les transports en commun; il y a maintenant deux tiers pour les transports en commun, un tiers pour la voiture. Le mois dernier, nous avons imposé un plan pour l’autonomie énergétique de la région Ile de France. La région Ile de France ne doit plus importer d’énergie et donc elle est obligée de faire d’énormes économies d’énergie; elle doit expérimenter des méthodes de production d’énergie avec des formes renouvelables, soit la méthanisation des déchets végétaux, soit le bois – des formes de production d’énergie qui, par définition, fixent autant de gaz carbonique qu’elles en produisent quand elles brûlent. Donc, nous nous orientons au niveau régional vers un modèle de développement soutenable au moins de ce point de vue-là. Etc., etc.

Donc je crois que, comme tu dis, il y a beaucoup de travail à faire – et ce travail se fait.

#### Question

Nous marchons, je pense, vers une industrialisation totale de la planète. Quelle est la vraie dimension du mouvement écologique, notamment la dimension politique. C’est-à-dire, quel est le rapport des pouvoirs entre les régions qui avaient une conscience écologique des petits problèmes écologiques et la compétition entre les Etats – entre les “habitus” du taylorisme et les (pas encore) “habitus” de l’écologie.

*Alain Lipietz*

Oui. Je crois qu’il y a des pays qui sont effectivement plus avancés que les pays latins. D’abord il faut distinguer. J’ai dit tout à l’heure que les pays où l’écologie était la plus forte, à la fois comme idéologie et comme puissance politique, sont soit les pays très développés, comme la Scandinavie, et pas seulement le Japon ou l’Allemagne,

soit des pays extrêmement pauvres mais avec un autre contenu de l'écologie - il y a des crises écologiques qui sont liées à l'excès de richesse et des crises écologiques qui sont liées à l'excès de pauvreté.

Actuellement, les écologistes sont plus influents quand même dans les pays les plus pauvres. J'ai cité la République Malgache, j'ai cité l'Estonie, je pourrais citer le nouveau gouvernement malien - c'est là que l'écologie est le plus puissant relativement à son propre pays. En Afrique de l'Ouest assez souvent il arrive que les oppositions démocratiques se choisissent comme tête de fil des écologistes. Pourquoi? Parce que dans un pays au bord du désert, le rapport à la nature est la condition numéro un du développement. Quand le désert progresse, le problème numéro un c'est: comment fixe-t-on les dunes qui avancent? Comment utiliser le peu d'eau qu'il tombe (et de moins en moins, pour des raisons écologiques, à la fois locales et globales), de la manière la plus utile pour la fécondation de la terre. Dans ces pays-là, la question du développement est presque immédiatement perçue comme un problème écologique.

Vous avez pu lire, peut-être, un des ouvrages les plus intéressants de la préparation de la conférence de Rio qui s'appelle "Énergie pour un Monde Soutenable" (qui a été coordonné par le brésilien Goldenberg, plus un américain, un indien et un suédois): "Comment peut-on, sans construire des centrales nucléaires, donner en l'an 2030, à dix milliards d'habitants, le niveau de vie européen de 1975, sans augmenter l'effet de serre?" Problème. C'est possible, on le peut: les techniques existent. Dans ce livre il est dit, par exemple, que la femme de l'anzanie utilise pour sa cuisson trente fois plus d'énergie que la femme japonaise. Il est évident que n'importe quel progrès technique qui lui permettrait d'améliorer le rendement de son four, lui économiserait de la peine au travail - puisque qu'elle doit chercher le bois, en faisant trois heures de marche en moyenne par jour - et lui économiserait de la santé, préserverait les forêts et préserverait l'humanité contre l'effet de serre.

Dans ce cas-là, voyez bien que, dans ces pays très marginalisés dans la compétition internationale, la question se pose de façon très différente. Pratiquement il n'y a pas de différences entre écologie et développement - c'est la même chose.

Ensuite vous avez effectivement tout le monde industrialisé qui comprend: les pays du premier monde (les vieux pays industrialisés) et ce tiers monde industrialisé, lui-même divisé en plusieurs types - les nouveaux pays industrialisés et puis les anciens pays de substitution d'importation comme les pays de l'Est, les pays de l'Amérique Latine, etc. qui sont en train de rallier les modèles ultralibéraux. Alors, la question se pose, elle se pose même déjà à l'intérieur de la Communauté Européenne, entre le Portugal et le Danemark. Peut-on concevoir que dans les mêmes zones de libre échange coexistent des pays faisant très attention à la législation sociale, très attention à la législation de défense de l'environnement, et des pays qui n'en s'occupent pas du tout? La réponse, au moins en Europe, est oui. Le Portugal n'a pas encore anéanti l'industrie danoise. Pourquoi? Parce que ce qui se fabrique au Danemark ne pourrait pas, pour l'essentiel, être transféré au Portugal. Le type de qualité des produits danois exige une qualité de la main d'oeuvre qui elle-même suppose une qualité des conventions collectives, une qualité de l'Etat providence, et donc une qualité de l'Etat et donc une qualité de la démocratie et donc une qualité de l'habitus qui ne peut pas être transférée instantanément au Portugal. Autrement dit, le Portugal ne pourrait pas faire ce que fait le Danemark, sans, en même temps, adopter les mêmes conceptions écologiques et sociales-démocrates qui régnent déjà au Danemark.

Mais, entre ces deux exemples extrêmes, ou entre le Portugal et le Maroc, alors là la question devient beaucoup plus compliquée. Quand vous faites du textile, vous pouvez faire des produits textiles avec les meilleurs stylistes, avec la découpe au laser, avec les coutures les plus précises, les plus automatisées, et vous êtes obligés de les faire en Europe du Nord - ou alors vous faites des vêtements très, très peu chers que vous faites au Vietnam ou en Chine. Mais, entre les deux, vous avez toute une échelle et, là, la question se pose (pour tous les pays qui *voudraient* élever leur niveau de législation sociale ou environnemental), de la concurrence que risquent de leur faire les pays qui sont en train d'abaisser leur législation sociale au environnementale. C'est là, entre les deux extrêmes, que se pose vraiment la question.

Je crois que l'expérience européenne a montré que les pays qui avaient pris de l'avance dans les années soixante-dix, comme justement la Scandinavie, s'en tirent bien, mais que des pays qui ont pris le tournant de la mobilisation de la ressource humaine en retard, comme la France, sont presque nécessairement battus par des pays moins chers où la main d'oeuvre est moins chère, et ces pays, qui sont dans l'entre-deux, sont en crise très grave.

On a fait une étude sur la perspective de l'emploi à l'intérieur de la Communauté Européenne, à l'horizon de l'an 2000: les pays qui auront le moins de chômage en l'an 2000 seront le Danemark et l'Allemagne, d'une part, et le Portugal, d'autre part. Pourquoi? Parce qu'ils sont deux extrémités: des pays très qualifiés peuvent avoir les trente-cinq heures de travail par semaine, un Etat providence fantasmagique, etc. mais ils sont spécialisés dans la production de très haute gamme et, à l'autre bout de la chaîne productive, à l'intérieur de l'Europe, le Portugal peut dans un premier temps survivre et même diminuer son chômage parce qu'il est moins cher qu'ailleurs.

Le problème, c'est que cette nouvelle division du travail, entre un centre qui fait très haute gamme, où on est très bien payé et on protège très bien l'environnement, et puis une périphérie où on est très mal payé et on ne protège pas l'environnement... d'abord, c'est très désagréable pour ceux qui habitent du mauvais côté. D'autre part, comme je le disais tout à l'heure, c'est très instable, parce qu'il y aura toujours, dès l'instant que les barrières douanières continueront à baisser, la concurrence des pays à très, très bas salaires: le Maroc, l'Egypte, les Philippines, le Vietnam, etc.

Donc voyez, on est devant cette situation: possibilité de s'en sortir tout à fait en haut de la chaîne, problèmes énormes au milieu de la chaîne, possibilité pour ceux qui sont tout en bas de la hiérarchie d'assurer l'emploi, mais dans conditions de surexploitation terrible (enfin, ce n'est pas la même chose au Portugal et au Vietnam évidemment, heureusement l'Europe est un peu protégée, quand même). Donc la seule solution c'est de négocier une certaine unification vers le haut des normes sociales et de normes environnementales.

Cette unification vers le haut prendra un certain temps, il ne faut pas être démagogique. Par exemple, le groupe Vert au

Parlement européen s'est bien gardé de dire que le salaire minimum et les horaires maxima devaient être les mêmes au Portugal au Danemark, parce que ça voudrait dire qu'il faudrait fermer la plupart des usines portugaises, mais il faut se donner un plan d'unification des normes, et dans la mesure où les normes ne sont pas unifiées, en particulier quand les écarts sont trop grands, il faut adopter un certain protectionnisme. En particulier, vis-à-vis des pays où on pratique l'esclavage des enfants etc., etc.

#### Question

Pour essayer de contrer cette tendance des pays de l'Europe du Sud à devenir des pays à la main d'oeuvre très bon marché et sans soucis d'ordre d'environnement - c'est en fait ce qui est en train de se produire au Portugal -, que suggérez-vous? Quelles pistes pouvez-vous nous donner pour essayer de renverser cette situation et pour atténuer les écarts/fossés? qui nous séparent des pays nordiques?

#### Alain Lipietz

Comment les pays du Sud pourraient renverser cette tendance à la concurrence à coût de bas salaires? Je crois que la solution principale est à l'intérieur des pays eux-mêmes. Le problème c'est que nous autres, pays développés, en mettant systématiquement en concurrence les pays du tiers monde, à celui qui produira le moins cher, nous détruisons automatiquement les conquêtes sociales qui sont faites dans ces pays.

J'ai évoqué tout à l'heure l'exemple des bananes, parce que c'était la plus récente crise qu'a connue la Communauté Européenne, justement sur ce problème-là. La crise des bananes est un excellent exemple.

En 1988, la France avait un nouveau gouvernement de gauche qui n'a pris qu'une seule mesure sociale - une seule: établir un revenu minimum garanti. C'est à-dire, un revenu minimum même sans travailler. Or, la France possède quelques îles, aux Antilles, aux Caraïbes et dans l'Océan Indien qui produisent des bananes. Il est évident que compte tenu du cours des bananes sur le marché mondial, il était beaucoup plus intéressant d'arrêter de travailler et de demander le revenu minimum plutôt que de se fatiguer à produire des bananes. Alors, la France a réagi, le gouvernement français a dit: "on va

augmenter le prix des bananes, pour que les gens des Îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion aient intérêt quand même à travailler pour produire les bananes. Le but du revenu minimum n'est pas de transformer les gens en chômeurs". Donc la France a demandé à ses partenaires de la Communauté de faire un système de stabilisation du prix de la banane, comme il existe un système de stabilisation du prix du lait, du blé, de la viande, etc. — faire de la banane un produit de la politique agricole commune. Les Allemands, évidemment, ont poussé des hurlements parce qu'eux ne produisent pas de bananes, mais les Allemands de l'Est adorent les bananes, c'était pour eux le symbole de la fin du communisme (la banane est une sorte de fruit qui ressemble à une pomme de terre, donc les Allemands aiment beaucoup ça). Evidemment, il a fallu (les Allemands ont accepté) unifier le cours de la banane sur toute la zone européenne. Mais pas seulement européenne! Puisque les pays les plus pauvres du monde — ce que l'on appelle les pays de l'accord de Lomé, tous les pays d'Afrique, du Pacifique ou des Caraïbes, qui produisent aussi des bananes, ont un accord de libre échange avec l'Europe. Donc il a fallu faire un système de stabilisation du cours des bananes au profit des paysans et au détriment des consommateurs, de façon à ce que même les petits planteurs puissent produire des bananes, en s'assurant un revenu équivalent au revenu minimum français. C'était donc une grande mesure sociale étendue à l'ensemble de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Mais évidemment l'Europe n'a pas les moyens d'étendre sa générosité bienfaitrice à l'ensemble de la planète. Et à partir du moment où les États Unis, dont les zones d'influence produisent la majorité des bananes du monde, n'acceptaient pas de stabiliser le cours des bananes, se posait la question: ou bien abolir cette réforme et donc revenir sur le revenu minimum garanti, ou bien le protectionnisme. L'Europe a choisi le protectionnisme.

A l'époque et encore maintenant, je voyageais beaucoup en Colombie. A l'Ambassade de France, pensant que j'étais considéré comme un grand tiers mondialiste, très bien vu des intellectuels de gauche colombiens, on m'a poussé dans les griffes de ces intellectuels pour essayer de défendre le point de vue de la France et de l'Europe

sur le droit de faire du protectionnisme contre la banane colombienne, vénézuélienne, salvadorienne, etc.

Or, comme vous le savez sans doute, tous les anciens intellectuels de gauche protectionniste des années soixante-dix sont devenus des superexportateurs des années quatre-vingts-dix. On a pu voir l'évolution de Fernando Henrique Cardoso au Brésil après avoir été un champion de la substitution d'importation, etc. Maintenant ce grand intellectuel brésilien est allié avec l'extrême droite brésilienne sur un projet de reconversion de l'économie brésilienne vers l'exportation. Ce phénomène est un phénomène qui concerne à peu près la totalité des intellectuels progressistes de l'Amérique Latine. Donc, évidemment, je me suis fait engueuler: "comment osez vous nous faire ça à nous; votre protectionnisme est criminel; vous ne vous rendez pas compte que dans le champs de bananes travaillent beaucoup de nos travailleurs, que si on arrête de produire des bananes dans ces champs on va y produire de la coca, de la marijuana, et ce sera bien fait pour vous... etc., etc."

Je suis allé voir les syndicalistes de la banane. Il faut dire une chose aussi: c'est que la banane a cette particularité que si on la plante dans une île ou sur le continent le mode de production n'est pas le même. La banane est essentiellement produite par des petits producteurs indépendants dans les îles, et produite par des grandes exploitations capitalistes semi-esclavagistes sur le continent — que ce soit au Salvador, Venezuela, Equateur ou Colombie.

En bref, les syndicalistes colombiens de la banane m'ont dit: "écoutez, nous, en trois ans, les escadrons de la mort nous ont tué 210 syndicalistes; si, ce n'est pas vous, les pays consommateurs, qui imposez à notre gouvernement d'améliorer notre législation sociale, nous, on ne peut plus. Nous avons besoin de votre protectionnisme pour qu'on arrête de massacrer nos syndicalistes." Je suis revenu voir ces intellectuels progressistes, en leur disant désolé: "mais, nous ne pouvons pas mettre en libre concurrence des pays où on essaie d'établir un revenu minimum équivalent environ à cent dollars par mois, et des pays où on gagne soixante dollars par mois et on tue systématiquement les syndicalistes. Quand vous aurez réglé ce problème-là, nous pourrions recommencer à faire du libre échange avec vous". Je crois que c'est la

seule chose qu'il y a à dire. En réalité, on a fait autre chose - on a fait des quotas, on paye un peu plus cher la banane colombienne de façon à ce qu'elle ne fasse pas concurrence à la banane antillaise.

Mais, enfin, je crois qu'il faut avoir le courage de dire que le Sud, les pays du Sud sont en général des sociétés de classe, où les élites capitalistes dictatoriales sont productivistes, et on ne peut pas accepter leurs prises de position dans les instances internationales, que ce soit au Bureau International du Travail, aux Conférences sur les Droits de l'Homme, aux Conférences des Nations Unies sur le Droit des Femmes, ou à la conférence du Rio, comme représentatives des intérêts de leur propre population. On doit souvent prendre parti contre ces gouvernements, si on veut aider leur population à conquérir elle-même une société plus douce pour la génération actuelle et plus juste pour les générations futures.

#### Question

Comment les problèmes de l'explosion démographique et de la croissance des grandes villes s'encadrent-ils dans ce nouveau modèle de développement?

*Alain Lipietz*

Alors, d'abord ce sont des problèmes tout à fait différents. En France, nous n'avons pas de croissance démographique mais on a une croissance mégalopolitaine catastrophique. Puis, il y a des pays qui ont une croissance démographique terrible, comme en Afrique, et qui n'ont pas toujours une croissance urbaine déraisonnable. Certains pays d'Afrique ont les deux en même temps. Mais pas tous.

D'abord, la première question. En tant qu'écologiste, je suis évidemment contre la croissance démographique, mais je crois qu'il est essentiel de dire qu'il ne faut jamais utiliser l'argument démographique dans les débats d'écologie globale. C'était une très grande faute et une très grave faute, faite par certains intellectuels se réclamant de l'écologie pendant la conférence de Rio. Vous imaginez l'effet que pouvait avoir un discours antidémographique, antipopulationniste de la part de la Ministre Socialiste de l'Environnement française, Segolène Royale, qui arrivait à la conférence de Rio enceinte de son quatrième enfant au huitième mois, en expliquant au peuple brésilien qu'il fallait arrêter de faire des enfants parce que c'était dangereux, au nom de la défense de l'atmosphère.

Attaquer la population au nom de la défense de l'atmosphère, contre la crise écologique globale, contre la crise de l'effet de serre, c'est ce que j'appelle "le complexe du Capitain Haddock."

Si vous avez lu les Aventures de Tintin... Dans *On a marché sur la lune*, il y a une fusée lunaire, avec plusieurs passagers qui, partent dont Le Capitaine Haddock à qui on interdit de fumer pour économiser l'oxygène; et au fur et à mesure que le voyage avance, on s'aperçoit qu'il y a des passagers clandestins, les Dupondt, le colonel Borris, etc. La réaction du Capitaine Haddock consiste à dire: "Mais enfin, moi, on m'a interdit de fumer et ces gens-là, qui n'étaient pas invités, peuvent venir pomper mon oxygène!... Il n'y a qu'à les abandonner sur une étoile déserte et je pourrai recommencer à fumer."

Ceux qui opposent la population du tiers monde aux impératifs de l'écologie globale sont exactement des Capitaines Haddock. Les ONG, les Organisations non Gouvernementales du tiers monde et même les femmes, y comprises celles qui luttent pour la liberté de la contraception et de l'avortement dans leur propre pays, répondaient: "Ecoutez, un enfant du Niger consomme cent-cinquante fois moins qu'un enfant des Etats Unis; au lieu de nous embêter, il n'y a qu'à interdire totalement aux femmes des Etats Unis d'avoir cet enfant, et laissez nous avoir nos cent-cinquante enfants - ça ne sera pas plus grave pour la crise écologique globale". Je crois qu'elles avaient parfaitement raison.

En revanche, il est parfaitement clair que la surpopulation est souvent la cause de la crise écologique *locale*, au nom de l'argument: la principale pollution est la pauvreté, or un excès de population, une croissance démographique non maîtrisée empêche absolument d'investir, puisque le produit annuel doit être réparti entre de plus en plus de gens qui ne sont pas des producteurs pour le moment - les enfants. Et donc, on ne peut pas investir; on ne peut pas changer de technique; on ne peut pas adopter des techniques plus efficaces, aussi bien en terme de travail qu'en terme de consommation d'énergie. Donc que c'est vrai que l'explosion démographique est souvent la cause des crises écologiques locales. C'est extrêmement évident en Afrique (j'ai cité le cas des femmes tanzaniennes). C'est extrêmement évident pour tout le sud de la Méditerranée - en Algérie, où se combinent bien d'autres crises, en Egypte, etc., etc.



Enfin, il y a l'argument qui a été employé à la conférence de Rio, et sur cette base s'est fait le compromis entre les féministes brésiliennes et les féministes nord-américaines. Le droit au contrôle de son propre corps pour les femmes est un droit essentiel, et c'est au nom de cet argument qu'il faut lutter pour le droit à l'avortement et la contraception.

Ce compromis individualiste s'est révélé désastreux au moment de la conférence du Caire. Evidemment, sur la base de cette défense du droit des femmes sur leur propre corps, le débat de la conférence du Caire, (conférence sur la population), a tourné en un affrontement entre les féministes nord-américaines, qui insistent sur une conception individualiste des droits, et les femmes du tiers monde qui faisaient avancer des points de vue plus sociaux.

Donc, je crois qu'il faut combiner les deux derniers arguments et surtout ne pas utiliser le premier. Il ne faut pas utiliser l'argument de la démographie contre la crise écologique globale. Il faut utiliser les deux arguments - la démographie est un obstacle à la solution des crises économique ou écologique locale. Et la démographie doit être maîtrisée au nom du droit des femmes sur leur propre corps.

Quant à la question de la mégapolisation, j'aurais bien des choses à dire; c'est un des points de mon livre *As Regiões Ganhadoras* que j'ai présenté tout à l'heure, mais je crois que vous êtes tous un peu fatigués de m'entendre, et je vous remercie de votre attention.

*José Manuel Dias da Fonseca*

Je pense qu'il n'y a plus de questions pour Alain Lipietz.

Je voudrais remercier Alain de l'exposé qu'il a fait, de la fraîcheur et clarté de sa conférence et de la façon dont il a répondu aux questions qui lui ont été adressées.

Je rappelle encore que ce cycle de Conférences se poursuit jeudi prochain, le 24, avec M. Jorge Sampaio, Maire de Lisbonne.

Je vous remercie.